

RAPPORT D'ATELIER

Atelier conjoint technique du cluster lusophone et francophone

Suivi des Contributions déterminées au niveau national
concernant leur mise en œuvre



17-20 Octobre 2023 | Istanbul | Türkiye

CLIMATE
PROMISE

Supported by:

Federal Ministry
for Economic Affairs
and Climate Action
on the basis of a decision
by the German Bundestag



From
the People of Japan

Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development



Sverige



Co-funded by
the European Union



UK Government



Government of Iceland
Ministry for Foreign Affairs



+ UNDP's
Core Donors



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

Supported by:



on the basis of a decision
by the German Bundestag

Federal Foreign Office



INTERNATIONAL
CLIMATE
INITIATIVE

En collaboration avec les partenaires suivants



United Nations
Framework Convention on
Climate Change



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

CLIMATE
PROMISE



Publié par:

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges sociaux:

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 30 33 85 25 15
F +49 61 96 79-11 15

E contact@patpa.net

I [Partnership on Transparency in the Paris Agreement \(transparency-partnership.net\)](https://transparency-partnership.net)

Projet:

Projet d'appui à la mise en œuvre de l'Accord de Paris (SPA)

Ce projet abrite le secrétariat du Partenariat sur la Transparence dans l'Accord de Paris (PATPA). Financé par l'[Initiative internationale pour le climat \(IKI\)](#).

Responsable:

Oscar Zarzo Fuertes

Les auteurs:

Bernardo Martins, Gonçalo Cavalheiro, Housseem Belhouane, Mijako Nierenköther, Moussa Diop, Simone Gotthardt

Traduction française et mise en page de la version française:

adelphi. Rédaction: Lucas Villanueva Legler, Sophie Heinze

Crédits photos:

©GIZ 2023

Liens URL:

Cette publication contient des liens vers des sites web externes. La responsabilité du contenu de ces sites externes incombe toujours à leurs éditeurs respectifs. Lorsque les liens vers ces sites ont été affichés pour la première fois, PATPA a vérifié le contenu des tiers pour déterminer s'il pouvait donner lieu à une responsabilité civile ou pénale. Toutefois, la vérification constante des liens vers des sites externes ne peut raisonnablement être envisagée sans indication concrète d'une violation des droits. Si PATPA elle-même prend connaissance ou est informée par un tiers qu'un site externe vers lequel elle a fourni un lien donne lieu à une responsabilité civile ou pénale, elle supprimera immédiatement le lien vers ce site. PATPA se dissocie expressément de ces contenus. Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de ces commettants principaux, notamment le Ministère fédéral allemand des Affaires étrangères (AA), et le Ministère fédéral allemand de l'Économie et de la Protection du Climat (BMWK), ni l'opinion majoritaire des Parties de l'Accord de Paris.

Janvier 2024.



Table des matières

1. Introduction	1
2. Contexte	1
Cluster Francophone.....	2
3. Objectifs	2
4. Méthodologie de l'Atelier	3
5. Agenda de l'Atelier.....	3
Session 1: Ce qui nous a amenés ici	4
Session 2: Dispositions Institutionnelles / Gouvernance MNV	4
Session 3a: Problématiques clés de la COP28 liées aux CDN.....	7
Session 3b: Les impacts des sessions sur le climat concernant la mise en œuvre des CDN, le suivi et les futures révisions	8
Session 4: Expériences des pays dans le suivi des aspects d'atténuation des CDN.....	9
Session 5a: Exigences de l'ICTU dans le contexte de la CDN	12
Session 5b: Discussion animée sur l'évaluation du P&M axée sur les indicateurs d'atténuation	15
Session 6: Accord de Paris et son règlement sur la composante adaptation des CDN et la transparence	17
Session 7: Expériences des pays sur l'inclusion, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de l'action d'adaptation dans les CDN	18
Session 8: Identification d'indicateurs concernant des mesures d'adaptation	18
Session 9: Suivi et évaluation de l'action d'adaptation dans la CDN	20
Session 10: Présentation de l'outil de progrès CTR (ETF)	20
Session 11: Moyen de mise en œuvre: définition des questions à poser aux partenaires.....	22
Session 12: Moyens de mise en œuvre / Fonds et soutien disponible pour	



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

CLIMATE
PROMISE



la mise en œuvre, le suivi et l'actualisation des CDN	23
Session 13: Contribution des représentantes de la jeunesse: comment la jeunesse peut-elle être prise en compte dans les futures mises à jour du CDN?.....	26
Session 14: Actions individuelles pour la suite.....	27
Session 15: Bilan des actions individuelles en plénière	28
Évaluation	31
Cluster Francophone.....	31
Annexe 1: Liste des participants.....	32
Annexe 2: Présentations.....	35
Annexe 3: Lectures complémentaires sur le suivi et l'évaluation de l'adaptation.....	35



Glossaire

AA	Office des Affaires étrangères allemand / Auswärtiges Amt	ICTU	ICTU les informations nécessaires pour faciliter la clarté, la transparence et la compréhension conformément à l'article 4.8 de l'Accord de Paris
BAU	Business-as-usual (scenario de status quo)	IKI	Initiative internationale pour le climat / Internationale Klimaschutz Initiative
BMWK	Ministère fédéral allemand de l'Économie et du Climat / Bundesministerium für Wirtschaft und Klimaschutz	LEAP	Plate-forme d'analyse des faibles émissions / Long-range Energy Alternatives Planning System
RBT	Rapport Biennal sur la Transparence (BTR, Biennial Transparency Report)	PMA	Pays les moins avancés
RBA	Rapport Biennal Actualisé (BUR, Biennial Update Report)	MPGs	Modalités, procédures et lignes directrices (Modalities, Procedures and Guidelines)
CGE	Groupe consultatif d'experts de la CCNUCC	MNV	Mesure, notification et vérification (MRV, Measurement, Reporting and Verification)
CTF	Formats de tableaux communs pour la communication électronique des informations nécessaires au suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre et la réalisation des contributions déterminées au niveau national en vertu de l'article 4 de l'accord de Paris	NAP	Plan National d'Adaptation
CRT	Tableaux de résultats d'inventaire	CN	Communication Nationale
CTR	Cadre de Transparence Renforcée (ETF, Enhanced Transparency Framework)	CDN	Contribution Déterminée au Niveau National conformément à l'Article 4 de l'Accord de Paris
FTC	Soutien financier, développement/ transfert de technologies et renforcement des capacités dans le cadre du format de tableaux communs (CTF)	PATPA	Partenariat sur la Transparence dans l'Accord de Paris
GACMO	Modèle de coût de réduction des émissions de gaz à effet de serre / Greenhouse gas Abatement Cost Model	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
GES	Gaz à effet de serre	AQ/CQ	Assurance Qualité/ Contrôle Qualité (Quality Assurance, Quality Control)
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat	REDD+	Réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts ; conservation des stocks de carbone forestier ; gestion durable des forêts ; et augmentation des stocks de carbone forestier (Décision 1/CP.16, paragraphe 70)
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial	SBSTA	Organe subsidiaire pour les conseils scientifiques et technologiques
GGA	Objectif mondial en matière d'adaptation / Global Goal on Adaptation	UNFCCC / CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (United Nations Framework Convention on Climate Change)



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

CLIMATE
PROMISE



1. Introduction

L'Atelier conjoint Technique du Cluster Lusophone et Francophone sur le Suivi des CDN concernant les actions d'atténuation et d'adaptation et leur mise en œuvre s'est tenu à Istanbul, en Turquie, du 17 au 20 octobre 2023. L'atelier a été organisé conjointement par la Climate Promise du PNUD et le Partenariat sur la Transparence dans l'Accord de Paris (PATPA), avec le soutien technique de citepa. L'objectif principal était de promouvoir les meilleures pratiques de mise en œuvre des décisions liées à l'Accord de Paris, en particulier celles adoptées sur le suivi des CDN et tous les aspects critiques liés à l'atténuation, l'adaptation et les moyens de mise en œuvre.

55 experts y ont participé, dont 23 femmes, de 29 pays (liste des pays, voir Annexe 1) plus 18 co-organisateur et autres experts.

Pour le cluster Francophone : 41 participants, dont 15 femmes, de 21 pays (incluant Haïti), y compris 1 représentant de la jeunesse de Tunisie. Pour le cluster Lusophone : 15 participants, dont 8 femmes, de 8 pays (incluant la Guinée-Équatoriale), y compris 1 représentant de la jeunesse du Mozambique.

Les deux groupes ont passé les jours 1, 3 et 4 ensemble, et ont été séparés dans leur clusters respectif le jour 2. L'atelier s'est déroulé en anglais pour les sessions conjointes (interprétation simultanée fournie) et en portugais ou en français pour les sessions

2. Contexte

Avec l'Accord de Paris, les pays se sont engagés à limiter l'augmentation de la température mondiale bien en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels, en visant à la limiter à 1,5 °C. Un élément clé de l'Accord de Paris est la mise en place du Cadre de Transparence Renforcé (CTR) sous l'Article 13, visant à construire une confiance et une assurance mutuelles, et à promouvoir une mise en œuvre efficace. La transparence est le pilier de l'Accord de Paris, car sans la mise en place des mécanismes requis pour mesurer, rapporter et vérifier, il n'est pas possible de concevoir des engagements nationaux dans l'action climatique et également de suivre les progrès par rapport aux objectifs. Une transparence accrue à cet égard est cruciale pour atteindre une action climatique et un soutien efficace, en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre effective des contributions déterminées au niveau national (CDN) et leur renforcement au fil du temps afin d'atteindre les objectifs de l'Accord. Aujourd'hui, les CDN jouent un rôle crucial pour le public mondial, car c'est l'un des principaux instruments de suivi de la manière dont les pays respectent leur promesse. Les CDN comprennent des contributions à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), à l'adaptation aux impacts, et les engagements des pays pour des objectifs à court et moyen terme. La



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

CLIMATE
PROMISE



transparence permet la responsabilisation et une conversation mondiale sur les progrès réalisés par les pays et la manière dont les actions génèrent des impacts. Lorsque toutes les pièces sont assemblées, la transparence permet également à la communauté mondiale de voir si les efforts produisent les impacts escomptés.

Le prochain cycle de CDN est prévu pour 2025, donc durant l'année prochaine, les pays vont commencer à déployer leurs efforts pour concevoir leurs secondes CDN ou mettre à jour les CDN précédentes, chacun étant attendu pour rehausser ses ambitions.

Cluster Francophone

Le Cluster Francophone regroupe les pays francophones en Afrique ainsi que l'Haïti et le Liban. Il a été créé en 2013 en collaboration avec les administrations belge, française, allemande et suisse pour l'organisation et le financement de celui-ci. Récemment, le PNUD a rejoint le groupe des organisateurs et contributeurs avec son Réseau Francophone. Sa langue de travail est le français. Le Cluster Francophone est soutenu par PATPA et financé par le BMWK et l'AA dans le cadre de l'IKI.

Le Réseau Francophone est soutenu par l'initiative Climate Promise du PNUD, en particulier par le projet Renforcement de la Transparence Climatique mis en œuvre comme contribution à la Climate Promise par le gouvernement Belge. Le Réseau est également partiellement soutenu par le CBIT-GSP mis en œuvre par l'ONU Environnement en partenariat avec le PNUD et financé par le FEM. Le Réseau Francophone vise à élargir et approfondir l'échange d'informations, d'expertise et d'expérience, de bonnes pratiques et d'études de cas entre environ 35 pays francophones.

3. Objectifs

L'objectif principal de l'atelier était de promouvoir la meilleure mise en œuvre des décisions liées à l'Accord de Paris, en particulier celles adoptées sur le suivi mise en œuvre et des CDN, pertinents pour les pays Lusophones et Francophones.

Les objectifs spécifiques comprenaient:

Analyser les lacunes, les leçons apprises, partager les meilleures pratiques et utiliser les outils disponibles pour surveiller et rapporter la mise en œuvre des CDN dans les pays du Cluster Lusophone et Francophone.

Fournir une formation technique aux dirigeants des institutions nationales pour identifier les opportunités, défis, risques et avantages associés à la mise en œuvre du Manuel de règles de l'Accord de Paris, en particulier en ce qui concerne le suivi des CDN.

Faciliter les discussions sur les exigences décrites dans l'annexe ICTU des secondes CDN



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

CLIMATE
PROMISE



(Annexe 1 à la décision 4/CMA.1).

Identifier les défis communs dans l'alignement des CDN avec les agendas de développement national et favoriser la collaboration entre les équipes des pays sur l'atténuation, l'adaptation et les moyens de mise en œuvre des CDN, leur suivi et rapport.

Offrir des informations aux participants nationaux sur les sources de soutien potentielles pour renforcer leurs institutions face aux défis du suivi des CDN.

4. Méthodologie de l'Atelier

L'Atelier conjoint Technique du Cluster Lusophone et Francophone a été conçu comme un espace d'échange d'expériences et d'apprentissage commun. Par conséquent, la méthodologie de l'atelier s'est concentrée sur les participants et leurs rôles respectifs.

L'atelier a été soutenu par des facilitateurs lusophones et francophones. En plus des facilitateurs, des experts techniques (en atténuation et adaptation) ont accompagné les travaux et soutenu les participants dans les discussions et les présentations.

5. Agenda de l'Atelier

JOUR 1, MARDI 17 OCTOBRE: Où nous en sommes et les défis à venir dans la conception du Cheminement de Suivi des CDN & Atténuation (deuxième partie de la journée)





Session 1: Ce qui nous a amenés ici

Les deux premières présentations ont servi à refléter sur les ateliers précédents du Cluster de cette année. Présentation sur le Cluster Francophone par **Moussa Diop** : [Day 1_session 1_What brought us here Cluster Francophone.pdf \(transparency-partnership.net\)](#)

Dans cette présentation, l'objectif était de partager et de rappeler aux participants les réunions et ateliers précédents par le réseau francophone:

- African Climate Week à Gabon, Septembre 2022: première rencontres des points focaux transparence
- Bonn, décembre 2022: « Atelier de formation CGE pour la région africaine sur le Suivi des progrès des CDN dans le cadre du CTR / Sessions de partage d'expériences et de renforcement des capacités.»
- Douala, Mai 2023: « formation pratique pour les pays africains sur le Rapport d'information sur le soutien nécessaire et reçu en relation avec le rapport »



Ces différentes thématiques abordées font suite à l'analyse des résultats d'enquête sur le réseau qui a identifié les priorités communes des pays.

Il y'a cependant de l'assistance technique bilatérale aux pays (formation au niveau national pour chaque pays) fournies à l'ensemble du réseau afin de les outiller d'avantages sur la transparence climatique. Ainsi on peut noter :

- Formation sur les lignes directrices 2006 et l'outil IPCC 2006 : 24 pays formés
- Formation sur la transparence climatique : 20 pays
- AQ/CQ: 3 pays
- Systèmes Digital MNV: 3 pays

Présentation sur le cluster Lusophone par **Gonçalo Cavalheiro**: [Day 1_session 1_what brought us here Nucleo Lusofono.pdf \(transparency-partnership.net\)](#)

Session 2: Dispositions Institutionnelles / Gouvernance MNV

CDN et Suivi des CDN: points communs et spécificités de l'atténuation, de l'adaptation et des moyens de mise en œuvre conformément à l'Accord de Paris et à son manuel de procédures.



Une vidéo du CCNUCC a été présentée «[Quelles sont les contributions déterminées au niveau national](#)» pour rappeler le contexte, le but et les objectifs du CDN.



Elle a été suivie d'une présentation de **Gonçalo Cavalheiro**: [Day 1 session 2a Back to basics NDC.pdf \(transparency-partnership.net\)](#)

Les décisions suivantes adoptées à Katowice (Manuel de l'Accord de Paris) devraient être connues par tout expert travaillant dans ce domaine:

- Décision 4/CMA.1: «Autres directives concernant la section de la décision 1/CP.21 relatives à l'atténuation»
- Annexe I à la Décision 4/CMA.1: « Informations à fournir pour améliorer la clarté, la transparence et la compréhension des contributions déterminées au niveau national, visées au paragraphe 28 de la décision 1/CP.28 »
- Annexe II Décision 4/CMA.1: «Comptabilisation des contributions déterminées au niveau national des Parties, visées au paragraphe 31 de la décision 1/CP.21»
- Décision 9/CMA.1: «Nouvelles directives concernant la communication relative à l'adaptation, notamment intégrée dans la contribution déterminée au niveau national, visée aux paragraphes 10 et 11 de l'article 7 de l'Accord de Paris»

Homework for tomorrow

Please read the following decisions adopted at Katowice (Paris Agreement Handbook)

- 01 Decision 4/CMA.1**
Further guidance in relation to the mitigation section of decision 1/CP.21
- 02 Annex I to Decision 9/CMA.1**
Information to facilitate clarity, transparency and understanding of nationally determined contributions, referred to in decision 1/CP.21, paragraph 28
- 03 Annex II Decision 9/CMA.1**
Accounting for Parties' nationally determined contributions, referred to in decision 1/CP.21, paragraph 31
- 04 Decision 9/CMA.1**
Further guidance in relation to the adaptation communication, including, inter alia, as a component of nationally determined contributions, referred to in Article 7, paragraphs 10 and 11, of the Paris Agreement



Points clés:

- Les règles pour l'atténuation et l'adaptation dans le cadre de l'Accord de Paris ne sont pas les mêmes
- La principale différence entre les chapitres d'atténuation et d'adaptation dans le RBT est que le chapitre d'adaptation dans le RBT n'est PAS soumis à un examen obligatoire
- Les participants à l'atelier ont remis en question le flux de ressources financières (internationales) vers l'atténuation, et non vers l'adaptation
- Les systèmes de MRV ne sont pas encore opérationnels dans de nombreux pays et doivent être constamment améliorés
- Les pays aimeraient être moins dépendants des consultants et des agences et souhaiteraient développer une expertise nationale plus approfondie et de meilleure qualité. Le problème commun est le « brain drain » : dans de nombreux cas, les experts compétents rejoignent des organisations internationales.
- L'accord de Paris ne prévoit pas de sanctions si les pays ne respectent pas les exigences. L'idée sous-jacente est la suivante: si les CDN constituent une tentative honnête d'identifier les potentiels, aucune sanction n'est nécessaire (confiance).
- Les objectifs d'adaptation sont très différents des objectifs d'atténuation. Nous recommandons de lire le rapport de l'atelier régional organisé l'année dernière par le Cluster Lusophone sur les « synergies, parallélismes et co-bénéfices entre les mesures d'adaptation au changement climatique et les mesures d'atténuation»: [Premier atelier transrégional du Groupe LAC et du Cluster Lusophone \(transparency-partnership.net\)](https://transparency-partnership.net)

Discussions de groupe:

- Quel est l'état d'avancement de votre prochain rapport?
- Choisissez un défi à relever pour mesurer l'atténuation OU l'adaptation?





Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

CLIMATE
PROMISE



Session 3a: Problématiques clés de la COP28 liées aux CDN

Cette présentation [Day 1_session 3a_Key COP28 NDC related issues .pdf \(transparency-partnership.net\)](#) fut tenue par **Gonçalo Cavalheiro, UNDP (climate promise)**.

Plus de la moitié des participants assisteront à la COP28. Pour ceux qui n'ont jamais participé à une COP, informez-vous sur les langues spécifiques et échangez avec des collègues qui ont déjà participé à une COP.

EN GÉNÉRAL

Le Bilan Mondial (GST): Le rapport de synthèse des co-facilitateurs sur le dialogue technique a été publié (FCCC/SB/2023/9) sous le titre « OUTPUTS ». Le rapport de synthèse du GST appelle à plus d'ambition dans l'action et le soutien et à des objectifs d'atténuation plus ambitieux dans la CDN afin de réduire les émissions plus rapidement. Le GST n'est pas un processus punitif, mais une évaluation globale des progrès réalisés. Ce rapport sera transmis à tous les ministres. Lors de la COP28 à Dubaï, une décision sera prise concernant les résultats.

Programme sur l'ambition et la mise en œuvre en matière d'atténuation de la COP27 à Sharm el-Sheikh: Les parties ont établi un programme de travail (jusqu'en 2026) afin d'accroître d'urgence l'ambition et la mise en œuvre en matière d'atténuation au cours de cette décennie critique, d'une manière qui complète le bilan mondial (GST). La mise en œuvre du programme de travail (y compris les conclusions des ateliers) sera examinée lors de chaque COP.

Programme de travail sur les voies de transition équitables visées dans la décision 1/CMA.4 (note informelle): Reconnaître qu'une transition vers une économie à faibles émissions et résiliente au changement climatique devrait réduire les inégalités structurelles, socioéconomiques et technologiques au sein des pays et entre les pays développés et les pays en développement. Reconnaître que les voies d'une transition juste offrent des opportunités et des défis pour tous les pays et prennent en compte les impératifs d'une transition juste de la main-d'œuvre et de la création d'un travail décent et d'emplois de qualité conformément aux priorités de développement définies au niveau national.

L'Objectif Mondial d'Adaptation (OMA): La décision relative à l'objectif global d'adaptation pourrait inclure certains des éléments suivants, conformément aux conclusions du Conseil scientifique:



- Établissement du cadre pour l'objectif mondial en matière d'adaptation
- Éléments du cadre pour l'objectif mondial en matière d'adaptation:
 - Objectif
 - Dimensions
 - Thèmes
 - Conditions propices (option 1) ou moyens de mise en œuvre (option 2)
 - Rapport
- Objectifs généraux et objectifs, indicateurs et mesures spécifiques (option 1) ou priorités communes en matière d'adaptation dans le cadre de l'objectif mondial en matière d'adaptation (option 2)
- Lien avec le bilan mondial
- Coopération internationale et rôle des parties prenantes

Session 3b: Les impacts des sessions sur le climat concernant la mise en œuvre des CDN, le suivi et les futures révisions

Claudia Ortiz, UNDP climate promise, a présenté un rapport sur le Climate Ambition Summit qui s'est tenu le 20 septembre 2023 à New York.



Richemond Assie, UNDP climate promise, a présenté un rapport sur le Africa Climate Summit, tenu entre le 4 et le 6 septembre 2023 à Nairobi.

Vous trouverez ici sa présentation: [Day 1_session 3b_Climate weeks and Summit.pdf \(transparency-partnership.net\)](#)



Informations clés:

- Climate Ambition Summit: La tentative de faire converger les sujets liés à la biodiversité et aux océans avec l'agenda climatique devient de plus en plus importante. Question clé : Quel rôle jouera la biodiversité dans les futurs CDN (par exemple, la forêt est un élément clé de la biodiversité et joue un rôle central dans l'atténuation, le marché du carbone et les avantages de l'adaptation).
- Environ 10 à 15 des participants à l'atelier ont participé au Africa Climate Summit.

Session 4: Expériences des pays dans le suivi des aspects d'atténuation des CDN

Le Mozambique et la Tunisie ont présenté une vue d'ensemble de la partie de leur CDN relative à l'atténuation.

La mise en place du CDN du **Mozambique** a été présentée par **Claudio Quenhe**.

Vous trouverez (en portugais): [Day 1_session 4_Mozambique NDC update.pdf \(transparency-partnership.net\)](#)

La [CDN actualisée \(2021\) du Mozambique](#) comprend des mesures d'atténuation et d'adaptation, l'adaptation étant particulièrement importante pour le Mozambique. Le Mozambique a opté pour une approche participative avec tous les secteurs (public et privé, y compris la société civile et le monde universitaire) pour la collecte des données MNV. En outre, les rapports sur le bilan économique et social (PSE) 2020-2021 et les rapports sur le bilan de la saison des pluies 2019/20 à 2021/22 ont été examinés. La CDN du Mozambique étant conditionnelle, des informations ont également été demandées aux partenaires de coopération.

Les réductions de Co2eq sont des estimations avec un niveau d'incertitude significatif. La prochaine mise à jour de la CDN du Mozambique devrait être plus précise. Le scénario BAU (réduction cumulée de 40 Mt CO2eq) a été calculé par des consultants externes et est ambitieux. Le secteur qui compte le plus de projets d'atténuation est le secteur de l'énergie.

Points forts contribuant à la réalisation des actions contenues dans la CDN:

- Les actions contenues dans la CDN ont été indiquées par les secteurs comme étant leurs priorités pour la période quinquennale en cours.
- Chaque année, le MTA (ministère du territoire et de l'environnement) et le MEF (ministère de l'économie et des finances) travaillent avec les secteurs pour vérifier l'intégration des actions de la CDN dans le PSE.



- Formation des secteurs : suivi/mesure des actions contenues dans la CDN (ICAT-MTA) ; formation à l'intégration de la CDN dans le processus de planification.

Défis principaux:

- Le dispositif institutionnel du MVN du Mozambique doit être testé et amélioré (collecte de données avec l'appui de techniciens sectoriels et de consultants juniors).
- La coordination et la responsabilité des secteurs dans la mise en œuvre et le suivi des actions identifiées dans la CDN sont faibles, en raison d'un manque d'engagement dans l'activité.
- Certains des indicateurs identifiés dans la CDN ne sont pas clairs et presque impossibles à mesurer. Il est à espérer que la prochaine CDN rendra les indicateurs plus clairs ; et
- Les données ne sont pas collectées de manière systématique.

L'expérience de la Tunisie dans le développement d'un plan d'action et d'investissement pour la mise en œuvre de la CDN actualisée a été présentée par Lofti Msadki.

Vous trouverez ici la présentation: [Présentation Tunisie Turkey.pptx \(transparency-partnership.net\)](#)



La Tunisie a mis à jour son CDN en 2021

Quelques points clés à retenir:

- Penser à la planification et aux ressources financières correspondantes dès le début.
- Intégrer les indicateurs CC dans le budget



La Tunisie a réalisé des progrès considérables jusqu'à présent:

- Plan d'action actualisé pour la mise en œuvre de la CDN
- dispositions institutionnelles à mettre en œuvre en Tunisie. Parallèlement, la Tunisie travaille à l'élaboration d'un cadre juridique.
- Plan d'action sectoriel et plan d'investissement

Discussions de groupe:

- Quels sont les éléments des présentations du Mozambique et de la Tunisie qui sont également présents dans votre pays ?
- Quels sont les éléments que vous aimeriez „dupliquer“ dans votre pays ?

Principales conclusions de la première journée:

- Aucun pays n'atteint ses objectifs CDN (globaux et sectoriels)
 - Comment améliorer la mise en œuvre des actions décrites dans les CDN respectives ? La sensibilisation ne suffit pas ; des mesures concrètes doivent être prises, par exemple:
 - Créer un cadre juridique
 - Intégrer des indicateurs de changement climatique dans le processus de planification
 - Travailler avec les outils MNV
 - Créer un système MNV centralisé (!)
 - Transmettre aux autres ministères ce qu'implique la propre CDN
- Transmettre aux autres ministères ce qu'implique le propre CDN
- Se familiariser à nouveau avec les décisions de Katowice.
- L'adaptation est un sujet extrêmement important, en particulier pour tous les PMA et les PEID.
- Avant de définir de nouvelles ambitions, il est nécessaire d'atteindre les objectifs préétablis et d'évaluer le niveau de mise en œuvre des promesses.
- Les deux clusters partagent des défis similaires et les échanges sont très fructueux. La collaboration entre les clusters devrait se poursuivre



JOUR 2, MERCREDI 18 OCTOBRE: Suivi des CDN: Atténuation (matin) & Adaptation (après-midi)

Cluster Francophone

Session 5a: Exigences de l'ICTU dans le contexte de la CDN

Présentation par **Houssem Belhouane, citepa**
Voir ici la [présentation](#), suivi par une séance de Q&A

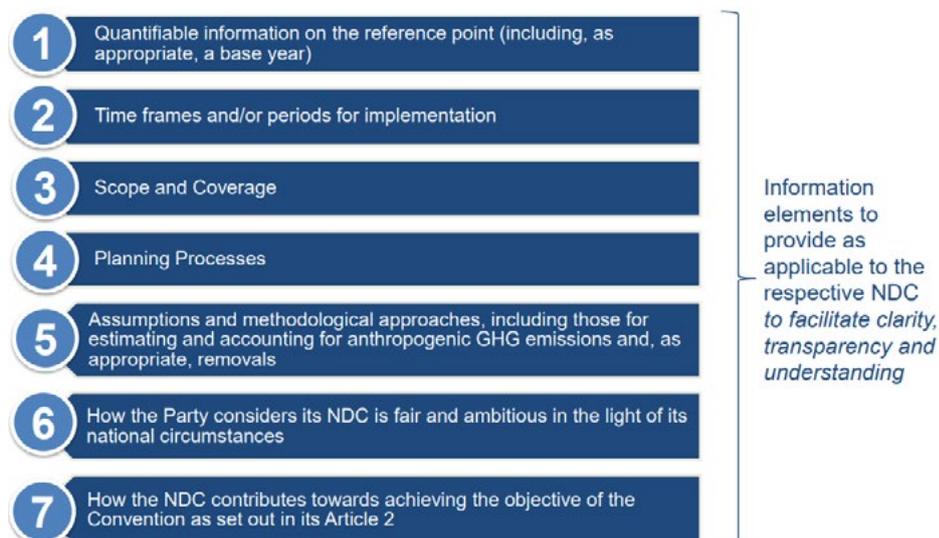
ICTU : les informations nécessaires pour faciliter la clarté, la transparence et la compréhension

Article 4.8 de l'Accord de Paris:

En communiquant leurs CDN, toutes les Parties fournissent les informations nécessaires à la clarté, à la transparence et à la compréhension [...]

4/CMA.1:

Toutes les Parties doivent (shall) fournir les informations nécessaires pour faciliter la clarté, la transparence et la compréhension (ICTU), au moment de la communication de leurs CDN. Elle doit être appliquée à partir de la deuxième CDN – mais les Parties sont vivement encouragées à appliquer les directives pour les CDN nouvelles/mises à jour en 2020.





Principaux éléments de l'ICTU (4/CMA.1) suivi par discussion:

- ICTU élément 1: Selon le rapport de synthèse du secrétariat de la CCNUCC, 46% des CDN soumises avaient un objectif d'atténuation de type BAU, et 37% des CDN soumises avaient un objectif d'atténuation exprimé en absolu (réduction des émissions par rapport à une année de base) ou en intensité (réduction de l'intensité par rapport à une année de base) > Garder la même année de référence pour la prochaine CDN à soumettre pour rester cohérent
- ICTU élément 2: période de mise œuvre : 92 % des CDN ont une période de mise en œuvre allant jusqu'en 2030
- ICTU élément 4: – Processus de planification
- ICTU élément 3: – Périmètre et couverture : il serait important pour les pays de couvrir dans sa CDN toutes les émissions et les absorptions anthropogéniques rapportées dans l'inventaire. Ceci facilitera par la suite le suivi de la mise en œuvre de la CDN
- ICTU élément 5: Hypothèses et méthodologies
- Élément 6 de l'ICTU: – Considérer si la CDN est juste et ambitieuse
- Élément 7 de l'ICTU: – Contribution de la CDN à la réalisation de l'objectif de la Convention

20 pays ont utilisé les méthodes et outils suivants et en couvrant les secteurs suivants:

- 4 pays ont utilisé l'outil GACMO,
- 7 pays ont utilisé l'outil LEAP
- L'outil EXACT est utilisé par le Burkina Faso

L'article 6.2 définit l'architecture générale des approches coopératives dans le cadre de la CCNUCC.2 En vertu de l'Article 6.2, les parties tentent de définir des règles pour l'échange d'un nouveau produit, un résultat d'atténuation transféré au niveau international - ou ITMO *internationally transferred mitigation outcome*.

- La plupart des pays présents se montrent très intéressés au marché du carbone
- La plupart des pays en développement ont indiqué un objectif inconditionnel dans leurs CDN. Cet objectif inconditionnel devrait être atteint moyennant les ressources propres du pays. Les marchés du carbone à travers l'Article 6 présentent des opportunités pour le financement des CDN des pays mais il faut être conscient que toute réduction d'émissions à créditer (creditable emission reductions) devra aller au-delà des CDN inconditionnels des pays. Beaucoup d'experts s'accordent sur le fait que seules les activités d'atténuation relatives aux composantes conditionnelles de la CDN ou allant au-delà des objectifs conditionnels peuvent faire l'objet d'une coopération au titre de l'article 6. Les pays ont intérêt à distinguer les mesures d'atténuation qu'ils souhaitent conserver pour l'atteinte de leurs objectifs CDN et celles qui pourraient participer aux marchés carbonés. Généralement cette distinction se fait sur la base d'une évaluation



des coûts marginaux d'abattement. Les réductions d'émissions (ITMOs) vendus par les pays dans le cadre des marchés carbone de l'Article 6 doivent faire l'objet d'un ajustement correspondant qui consiste pour le pays vendeur à ajouter à son total émissions pour l'année en question le montant d'ITMOs transférés. Les pays vendeurs devraient faire attention à ne pas vendre des ITMOs sans vérifier leur capacité à atteindre leurs objectifs CDN car vendre excessivement des ITMOs pourrait mettre en risque l'atteinte de leurs objectifs CDN

- Les pays africains sont des faibles émetteurs, c'est à considérer si l'ITMO est le choix le plus bénéficiel au pays en question

Inventaires d'émissions de gaz à effet de serre (GES):

- La Mauritanie a fait l'inventaire en 2022 pour sa CN4
- Djibouti a révisé l'inventaire 2022 au cours de l'actualisation de sa CDN
- Gabon a couvert 2021-2022 pour la préparation de son premier RBT
- La Tunisie est en train d'élaborer un inventaire approximatif pour l'année 2022 dans le cadre de la préparation de sa CN4. Elle a également mis en place un outil de rapportage des émissions qui tient compte des nouveaux formats de rapportage. Elle sera le premier pays francophone à rapporter ses émissions selon le format CRT

Les *Biennial transparency reports* (RBT; en français Rapport Biennal sur la Transparence) est pour soumission en décembre 2024 et les chapitres inventaire et suivi de la mise en œuvre de la CDN du RBT feront l'objet d'une revue.

Discussion animée sur l'évaluation et le suivi des progrès de la CDN:

Le suivi de de la mise en œuvre de la CDN permet de savoir dans quelle mesure le pays a progressé dans la réalisation de ses objectifs en matière de CDN au fil du temps Ce suivi est basé sur des indicateurs à travers le calcul d'une série chronologique de l'indicateur concerné et de la comparer au niveau cible et/ou au niveau de référence

Recapitalisation des exercices qui ont été soumis par des représentants des pays avant l'atelier de Istanbul (tableau page 18):

- Burkina Faso
- Congo Brazzaville (absent à l'atelier)
- Djibouti
- Madagascar
- République Centrafricaine
- Tchad
- Togo



	Burkina Faso	Congo Brazzaville	Djibouti	Madagascar	REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	TCHAD	Togo
Cible(s) et description, y compris le(s) type(s) de cible, le cas échéant	Incondit : -19,60% en 2030 par rapport au BaU, Condit: 9,82% en 2030, tot: -29,42%	-56,91% en 2025 et -53,66% en 2030 par rapport au BaU	Incondit : -40% en 2030 par rapport au BaU, Condit: 20% en 2030	P&M (sites hydroélectriques, reboisement)	- 24,28% (4284,42 Gg CO2eq) en 2030 par rapport au BaU	Incondit : -0.5% en 2030 par rapport au BaU, Total incl. Condit: -19,3% en 2030	Incondit : -20,51% en 2030 par rapport au BaU, Condit: -30,06% en 2030, tot: -50,57%
Année(s) ou période(s) cible(s), et s'il s'agit d'objectifs sur une seule année ou sur plusieurs années, selon le cas. (Atténuation)	2030	2025 et 2030	2030	2024	2030	2030	2030
Point(s) de référence, niveau(x), ligne(s) de référence, année(s) de base ou point(s) de départ, et leur(s) valeur(s) respective(s), le cas échéant	2007: 21 916 Gg CO2e	BaU 2025: 13.181,20 kteCO2/an; BaU 2030: 15.279,31 kteCO2/an	2010: 1800 ktCO2e	Centrale hydroélectrique, 192MW; Programme « Atiala Atsinanana » /Programme REDD+	2010: 10 040 GgeCO2	2018: 74,090 kt CO2eq.	Non indiqué
Calendrier(s) et/ou périodes de mise en œuvre, le cas échéant	2021 à 2030	2021 à 2030	2016-2023	2019 - 2024	2022 à 2030	2021 à 2030	2021 à 2030

Référence : compilation par citepa

Discussion de ces données avec les hôtes de tables (voir les pays ci-dessus).

Session 5b: Discussion animée sur l'évaluation du P&M axée sur les indicateurs d'atténuation

Présentation par **Houssef Belhouane, citepa**

Voir ici la [présentation](#), suivi par une séance de Q&A

Présentations a) Suivi Top-down des CDN

Présentation b) Suivi bottom-up, inclut le **cas pratique de Niger** « Définition de la portée du GES » veuillez-vous référer à la présentation.

Les méthodes et outils qui ont été utilisés pour évaluer l'impact GES de vos actions d'atténuation des CDN

- Togo : GACMO
- Comores : méthodologie par défaut/individualisé
- Burkina Faso : lignes directrices 2006 du GIEC, LEAP, et EXACT
- Mali : lignes directrices 2006 du GIEC et EXACT
- Haïti : LEAP et GACMO
- Djibouti : GACMO et lignes directrices 2006 du GIEC

Message à retenir : Il existe différentes méthodologies, méthodes et outils d'évaluation des effets GES des actions, politiques et mesures d'atténuation. Le choix de la méthode dépend du niveau d'exhaustivité souhaité et du type de l'action d'atténuation (sous forme de stratégie, politique, mesures, activités, projets, ...).

Référence: Le [guide d'évaluation de l'ICAT](#) est une série de méthodologies Sur les émissions



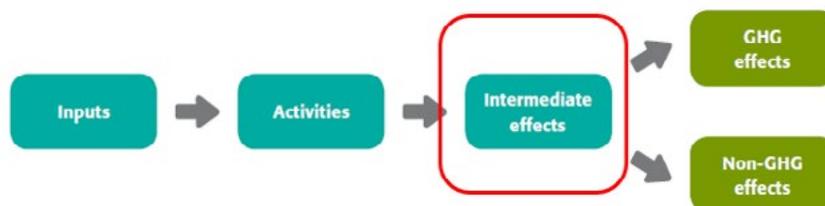
de GES des secteurs énergies renouvelables, tarification du transport, forêts, agriculture, et efficacité des bâtiments ainsi que sur le développement durable et pour évaluer l'impact des politiques sur les développement durable et l'impact transformationnel des politiques et des actions d'une manière intégrée et globale à tous les niveaux de gouvernance.

Exercice sur les indicateurs:

Quelle est la politique et/ou mesure choisie et quel est l'indicateur de performance clé pour la suivre

Référence : compilation par citepa

- 1) Sélectionner une politique ou une mesure nationale de votre pays et définir un indicateur pour le suivi des effets intermédiaires qu'elle a provoqués



- 2) Définir la valeur de référence de l'indicateur sélectionné à l'année de départ
- 3) Définir la valeur cible de l'indicateur sélectionné à l'année cible
- 4) Comparer la valeur la plus récente avec la valeur cible





Session 6: Accord de Paris et son règlement sur la composante adaptation des CDN et la transparence

Présentation par **Moussa Diop, UNDP climate promise**

Voir ici la [présentation](#) suivi par Q&A

Quelles règles allons-nous avoir concernant l'adaptation en tant que composante de la CDN et dans le cadre des RBT? voir la diapo ci-dessous:

Élément d'une communication adaptation:

- Une communication d'adaptation peut comprendre des informations sur les éléments suivants:
- Situations nationales, dispositions institutionnelles et cadres juridiques
- Impacts, risques et vulnérabilités, le cas échéant
- Priorités, stratégies, politiques, plans, objectifs et actions nationaux en matière d'adaptation
- Les besoins en matière de mise en œuvre et de soutien et la fourniture d'un soutien aux pays en développement parties
- Mise en œuvre d'actions et de plans d'adaptation, notamment:
 - Progrès et résultats obtenus
 - Les efforts d'adaptation des pays en développement pour être reconnus
 - Coopération visant à renforcer l'adaptation aux niveaux national, régional et international, selon qu'il convient
 - Obstacles, défis et lacunes liés à la mise en œuvre de l'adaptation
 - Bonnes pratiques, enseignements tirés et partage d'informations
 - Suivi et évaluation
- Les mesures d'adaptation et/ou les plans de diversification économique, y compris ceux qui entraînent des Co-avantages en matière d'atténuation
- Comment les mesures d'adaptation contribuent-elles à d'autres cadres et/ou conventions internationaux
- Mesures d'adaptation tenant compte de la problématique hommes-femmes et savoirs traditionnels, savoirs des peuples autochtones et systèmes de savoirs locaux liés à l'adaptation, le cas échéant

Toute autre information relative à l'adaptation.

Éléments de rapport du RBT sur l'adaptation:

- Situations nationales, dispositions institutionnelles et cadres juridiques
- Impacts, risques et vulnérabilités, le cas échéant
- Priorités et obstacles à l'adaptation



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

CLIMATE
PROMISE



- Stratégies, politiques, plans, objectifs et actions d'adaptation pour intégrer l'adaptation dans les politiques et stratégies nationales
- Progrès dans la mise en œuvre de l'adaptation
- Suivi et évaluation des actions et processus d'adaptation
- Informations relatives à la prévention, à la minimisation et à la gestion des pertes et dommages associés aux impacts du changement climatique
- Coopération, bonnes pratiques, expérience et enseignements tirés
- Toute autre information relative aux impacts du changement climatique et à l'adaptation au titre PNUD de l'article 7 de l'Accord de Paris

Malgré la soumission d'un RBT par les pays en voie de développement n'est pas obligatoire, la grande majorité souhaite d'inclure l'adaptation dans le RBT. Ce sont les informations volontaires, mais il serait très utile de mettre l'accent sur l'importance de l'adaptation pour les pays africains.

À considérer également quand la revue technique aura lieu, et si les pays ne fournissent les informations sur l'adaptation, vous n'auriez pas en retour, par ex. une recommandation par rapport aux renforcements de capacités. Un autre aspect est que sans des informations fournis, le bilan mondial par rapport à l'adaptation ne sera pas complet non plus.

Puisque l'adaptation est « demeurée » dans la Communication Nationale, le poids donné au moment des négociations est inférieur.

Les négociations ne sont pas encore terminées, par ex inclure la discussion dans la discussion autour de Dommages & Pertes ; beaucoup des pays n'ont pas encore publié leur Plan National d'Adaptation (NAP), la vitesse n'étant pas la même.

Session 7: Expériences des pays sur l'inclusion, a mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de l'action d'adaptation dans les CDN

Présentée par **Eya Sopi Ahawo, Togo**

Session 8: Identification d'indicateurs concernant des mesures d'adaptation

Présenté par **Moussa Diop, PNUD climate promise**

Dans cette session, il s'agissait d'effectuer un exercice de groupe sur l'identification des indications



Indicateur d'adaptation pour l'Agriculture

Mise en œuvre des techniques de Gestion durables des terres (techniques culturales améliorées, maintien de la fertilité des sols rizicoles avec maîtrise de l'eau).

Indicateur d'adaptation pour les zones côtières

Gestion intégrée des zones côtières.

Indicateur d'adaptation pour les ressources en Eau

Gestion intégrée des ressources en eau (Maîtrise de la ressource : connaissances disponibilité, des flux, de la qualité, de la demande, des usages).





JOUR 3, JEUDI 19 OCTOBRE: Adaptation et formation sur l'outil de rapport CTR

Session 9: Suivi et évaluation de l'action d'adaptation dans la CDN

Présenté par **Rohini Kohli, UNDP**. Vous trouverez ici la présentation (en anglais) [Building national systems for adaptation Monitoring, Evaluation and Learning in the context of global processes. Supporting monitoring, evaluation and learning processes for climate resilient development.](#)

Session 10: Présentation de l'outil de progrès CTR (ETF)

Présentation par Lonava Tahreen, division de la transparence, Secrétariat CCNUCC. Pour la présentation, voir ETF Reporting Tools.

Éléments de la présentation:

- Exigences en matière de rapports dans le cadre de l'Accord de Paris
- Portée de la version de test
- Développement des outils de rapport CTR

Formation avec exercice :

- Création d'une version et spécification des paramètres de la version
- Saisie des données (saisie manuelle des données, exportation/importation Excel)
- Génération de tableaux de rapports
- Travail hors ligne



Principaux résultats de la CTR lors de la COP 26 (Glasgow) en 2021:

Outils de notification dans le cadre du CTR

- Tableaux de résultats d'inventaire (CRT) pour la notification des inventaires de GES
- Formats de tableaux communs (CTF1) pour le suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la CDN
- Formats de tableaux communs (CTF2) pour le soutien FTC fourni et mobilisé



Les premiers RBT sont à remettre pour le 31 décembre 2024.

Projet informatique complexe couvrant le développement de 3 nouveaux outils de rapport utilisant un cadre commun:

1. Outil de déclaration de l'inventaire des GES de la CTR = CRT (Tableaux de résultats d'inventaire pour les émissions de GES)
2. Outil de suivi des progrès CTR = CTF CDN (Format de Tableaux Commun pour le suivi des progrès accomplis dans la réalisation du CDN)
3. Outil de soutien pour le rapport CTR = CTF FTC (Format de Tableaux Commun sur le soutien financier, développement/transfert de technologies et renforcement des capacités)

Portée de la version de test

Inventaire des GES:

- Secteur de l'énergie - tous les tableaux (12)
- Secteur des déchets - tous les tableaux (5)
- Interopérabilité avec le logiciel d'inventaire du GIEC

Progrès du CTR:

- Politiques et mesures d'atténuation, actions et plans - Tableau 5
- Informations sur les projections d'émissions et d'absorptions de gaz à effet de serre:
 - Tableau 7 (avec mesures)
 - Tableau 8 (avec mesures supplémentaires)
 - Tableau 9 (sans mesures)
- Principales hypothèses et paramètres sous-jacents utilisés pour les projections - Tableau 11

Soutien CTR:

- Soutien financier mobilisé par des interventions publiques - Tableau III.3
- Soutien nécessaire : Financier - Tableau III.6
- Appui reçu : Financier - Tableau III.7

La version d'essai a été présentée par le secrétariat de la CCNUCC et a été jugée très pertinente par les participants, notamment pour tester l'outil dans la pratique. Certains pays ont déjà leur propre accès, d'autres pas encore. En 2024, le Secrétariat prévoit d'organiser des formations pour les Parties, en particulier dans les pays en développement. La version finale de l'outil devrait être disponible au SBSTA en juin 2024.



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

CLIMATE
PROMISE



Pour les questions techniques pendant la phase d'essai,
veuillez nous contacter à Tools.Support@unfccc.int ou
contacter Lonava Tahreen ltahreen@unfccc.int

Session 11: Moyen de mise en œuvre: définition des questions à poser aux partenaires

Les participants travaillent sur le „mur“.





Session 12: Moyens de mise en œuvre / Fonds et soutien disponible pour la mise en œuvre, le suivi et l'actualisation des CDN

I. Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)

Présentation à distance (Zoom) par **Esteban Bermúdez Forn, Climate Change Specialist**
Présentation: [GEF support to the Enhanced Transparency Framework \(ETF\): Reports \(BTR and NC\)](#)

Information note GEF/C.62/Inf.15 updated the indicative costing of BTRs as follows:

Stand-alone BTR	Combined BTR/NC	Additional financing (top-up)
Up to \$600,000 from set-aside funding	Up to \$633,000 from set-aside funding	Up to \$250,000 from set-aside funding
<ul style="list-style-type: none"> Available since January 2021 Country must not have ongoing BUR support Ongoing NC is acceptable 	<ul style="list-style-type: none"> Available since January 2021 Country must not have ongoing NC or BUR support 	<ul style="list-style-type: none"> Available for countries that, as of January 1, 2023, have an ongoing BUR or NC This option is only intended to be used for the first BTR

* Updates to BTR costing are effective from July 1, 2022, onwards.

** Countries can access two BTRs and one NC (as applicable) as part of the same enabling activity project.

Note: Il est également possible de commencer les préparatifs des RBT avant que les fonds du FEM n'aient été reçus.



Fonds pour l'Environnement Mondial:

Contact: Esteban Bermúdez Forn | Spécialiste des changements climatiques | FME Email: ebermudezforn@thegef.org



II. Soutien du PNUD à la transparence

Le [soutien du PNUD à la Transparence](#) a été présenté par Claudia Ortiz, UNDP. La 2ème génération de projets CBIT est en cours.

Projets de Rapport Biennal sur la Transparence¹:

- **En préparation:** Algérie, Togo,
- **Approuvés/En cours d'implémentation:** Brésil, Liban, Maroc, Tunisie

Projets de Rapport Biennal sur la Transparence: Le Brésil vient de commencer

Capacity-building Initiative for Transparency (CBIT):

- **En préparation:** Sao Tomé-et-Principe, Tchad
- **Approuvés/En cours d'implémentation:** Cote d'Ivoire, Haïti, Liban, Maurice, Maroc, Tunisie

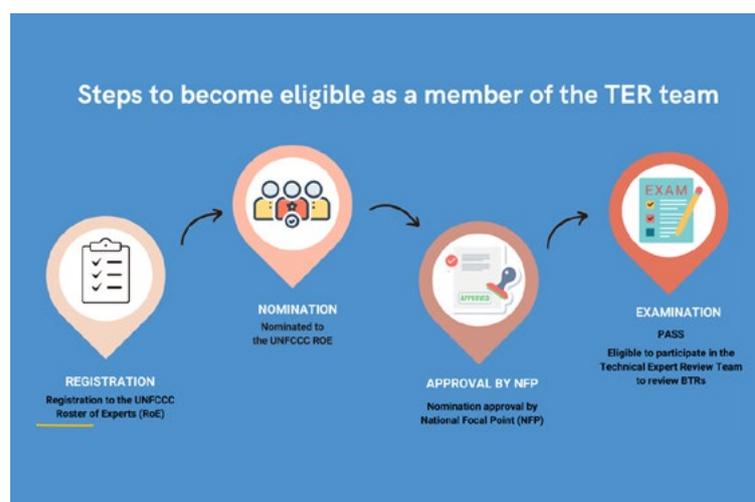
Le projet CBIT opère au niveau mondial, mis en œuvre conjointement avec le PNUE et d'autres réseaux régionaux.

III. Formation sur la revision du RBT par la CCNUCC

Présentée par **Lonava Tahreen, secrétariat de la CCNUCC** (remplaçant un collègue de Bonn)

Il existe un nouveau [programme de formation pour les experts techniques participant à l'examen technique des BTR](#).

Tous les cours sont en ligne en accès libre, téléchargeables et comprennent des exercices pratiques. Voir ci-dessous les étapes à suivre pour devenir un évaluateur éligible à la liste d'experts du CCNUCC.



1) Seuls les pays du cluster Lusophone et Francophone sont listés ici, d'autres pays figurent sur la liste.



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

CLIMATE
PROMISE



Pour plus d'informations sur la liste d'experts de la CCNUCC:
www.4.unfccc.int/sites/roestaging/Pages/Home.aspx
Contact: transparency-expert-training@unfccc.int

Parmi nos Clusters, Mohamadou Sow de Mauritanie (Cluster Francophone) est actuellement réviseur **RBA**. Les participants sont invités à le contacter pour lui faire bénéficier de son expérience jusqu'à présent.

IV. Partenariat sur la transparence dans l'Accord de Paris

(Toutes les publications sont disponibles [ici](#))

- [NDC Progress Indicators: a guidance for practitioners](#) (EN)
- [Technical Paper: Benefits of Climate Transparency](#) (EN)
- [Projections of Greenhouse Gas Emissions and Removals: An Introductory Guide for Practitioners](#) (EN, POR)
- [Climate Action and Transparency under the Paris Agreement](#) (EN)
- [Good Practices in GHG Inventories for the Waste Sector](#) (EN, POR)
- [Accounting for Nationally Determined Contributions Guidance for Accounting for NDCs with Greenhouse Gas Emissions Targets Second edition — Updated for the provisions of the Katowice Rulebook and decisions taken at COP26 in Glasgow](#) (EN)
- [Biennial Transparency Report Guidance and Roadmap Tool](#) (EN, FR, SP, POR)
- [Updated: Biennial Update Report \(BUR\) Template](#) (EN, POR)
- [NDC handover Checklist – updating your NDC](#) (EN, FR, SP, POR)
- [Video](#) on interlinkages of CDN and transparency (En, SP, FR, POR)
- [Climate Helpdesk](#)

V. CITEPA

Citepa propose un [service de Questions-Réponses \(Q&R\)](#) pour les pays francophones sur tous les aspects de MNV et IGES (en français uniquement). Ce service est financé par la coopération Suisse.



Principaux enseignements retenus par les participants:

- Ce qu'il faut garder à l'esprit pour une mise à jour du CDN:
 - Revoir les indicateurs de suivi de la CDN (top-down), intégrer la clarté et la transparence (ICTU) dans la CDN
 - Plus le CDN est standardisé, plus il est clair.
 - Les actions d'atténuation doivent être clairement identifiées ! Définir la capacité réalisable, définir les coûts, etc. Séparer les actions de votre propre budget national, ou rechercher un financement international.
- En théorie, le premier RBT devrait être rédigé, puis votre CDN devrait être mise à jour (CDN 2). Cependant, dans les faits, la plupart des pays travailleront simultanément à la préparation du RBT et à la mise à jour de la CDN au cours de la période 2024-2025. Il est donc important que les deux processus (rédaction du RBT et mise à jour de la CDN 2) soient alignés et ne soient pas menés séparément et/ou par des équipes différentes. Il est très probable que vous puissiez les exécuter en même temps. La COP28 fournira plus d'orientation politique sur nos efforts collectifs en vue de l'inventaire mondial (GST).

JOUR 4, VENDREDI 20 OCTOBRE: Prochaines étapes, Suivi et Réseautage

Session 13: Contribution des représentantes de la jeunesse: comment la jeunesse peut-elle être prise en compte dans les futures mises à jour du CDN?

Présentation par **Ilda Cerveja (Mozambique):** [Plataforma Juvenil para Acção climática-Mocambique](#) (en portugais)

Ilda a abordé, à partir de son engagement des jeunes au niveau local, deux questions principales :

- Comment s'assurer que les jeunes peuvent contribuer au processus de développement de CDN par la perspective de la jeunesse ?
- Comment les jeunes peuvent-ils être formés, afin que nous puissions être les nouveaux experts et surmonter le manque de connaissances et d'experts locaux dans nos pays respectifs ?





Présentation par **Wafa Hmadi (Tunisie):**
[Contribution de la jeunesse tunisienne au renforcement de la CDN](#)

Wafa Hmadi est la coordinatrice du groupe des jeunes négociateurs tunisiens pour le climat. Les jeunes ont été inclus avec succès dans le processus de rédaction de la CDN de la Tunisie. Elle appelle toutes les parties à prendre en compte les connaissances des jeunes et à les impliquer dans les prochaines mises à jour de la CDN dans les pays.



Principaux enseignements retenus par les participants:

- Les jeunes² âgés de 15 à 24 ans représentent un groupe important de la population africaine, par exemple 22 % en République centrafricaine, 20,3 % au Mozambique ou encore 19,7 % au Sénégal.
- Les jeunes ont été impliqués avec succès dans les mises à jour de la CDN, comme le montre l'exemple de la Tunisie.
- En faisant participer les jeunes aux processus nationaux de lutte contre le changement climatique, une nouvelle génération d'experts en la matière grandit, ce qui représente pour eux de futures opportunités d'emploi.
- Les groupes de jeunes de l'hémisphère nord dominent toujours les discussions, et leurs voix se font davantage entendre, par exemple lors de la COP -> les groupes de jeunes de l'hémisphère sud ont donc besoin d'un financement plus important.
- Relier le travail important de l'engagement des jeunes au niveau local (par exemple, le travail d'Ilda) au niveau politique (mises à jour du CDN, engagement lors de la COP, etc.)
- Aider par du mentorat/coaching afin que les jeunes puissent participer de manière efficace.

Session 14: Actions individuelles pour la suite

Note: Tous les participant(e)s sont invités à partager leurs rapports internes, les organisateurs seraient intéressés de les lire.

- Cluster Francophone : veuillez partager avec Moussa & Mijako
- Cluster Lusophone : veuillez partager avec Thiago & Simone

2) Les Nations unies, à des fins statistiques, définissent la "jeunesse" comme les personnes âgées de 15 à 24 ans, sans préjudice d'autres définitions données par les États membres (ONU, 2013, Définition de la jeunesse) [Microsoft Word - YOUTH_Definition_2013-1-23.docx \(un.org\)](#)



Session 15: Bilan des actions individuelles en plénière

Dernier exercice: Quelles sont les leçons clés que vous inscrirez dans votre rapport interne?



Cluster Francophone

Pays: République centrafricaine, Burundi, Tchad, Bénin et Sénégal

1. Les éléments ICTU dans l'élaborations des CDN
2. Les grands enjeux de la COP28 (Bilan Global, GST GGA, WPM et les questions relatives à la Transparence)
3. Présentation de la plateforme CTR
4. Présentation des exigences de reporting dans le cadre de l'adaptation

Pays: Burkina Faso, Comores, Djibouti, Seychelles

1. Arrangements institutionnels
2. Indicateurs de suivi des Progrès dans la mise en œuvre des CDN
3. CTR tool : collecte des données, analyse et traitement
4. Opportunités de financements /soutiens disponibles (CBIT, climate promise, GEF, citepa)



Pays: Cameroun, République démocratique du Congo (RDC), Haïti

1. Renforcer la participation des jeunes et des femmes sur les processus de prise de décision (CDN, RBT, CN)
2. La nécessité d'axer les P&M (atténuation & adaptation) sur des indicateurs pertinents
3. Outils de suivi des CDNs : GACMD, EXACT, LEAP, MPGs
4. Formalisation des cadres institutionnels devant faciliter la réalisation périodique des inventaires GES

Pays: Côte d'Ivoire, Mauritanie, Guinée Equatoriale, Mali

Préalable:

- Arrangements institutionnels obligatoire contraignants (base légale, cadre organisationnel et réglementaire)

Opérationnel:

- Renforcement des capacités (techniques et matériels)
 - Les outils et mesures pour IGES
 - Les outils de mesures of politiques d'atténuation
 - Définition d'indicateurs d'impacts à d'effets (MNV)
 - Rapportage (format tabulaire, etc...)
 - Article de l'AP
- AQ/CQ : élaboration d'un protocole au niveau national (cas de la Côte d'Ivoire)

Pays: Gabon, Togo

- Importance de revoir l'Accord de Paris : articles 4), 7), 9) 10), 11), 13)
- RBT
 - Inventaire GES -> utiliser les outils appropriés
 - Identification des indicateurs d'atténuation et d'adaptation
 - Les contenus du RBT
 - Les financements disponibles
- CDN
 - Application pratique de l'outil CTR
 - Arrangement institutionnelle
 - Indicateurs de suivi des CDN
 - Remplissage de tableau ICTU
 - Comment bénéficier d'une assistance technique
- Bilan mondial – CDN mise à jour



Pays: République centrafricaine, Guinée, Mali, Madagascar, Maroc

1. Identification d'indicateurs mesurables
2. Opportunités de financements disponible (à explorer)
3. Augmentation de l'ambition CDN
4. Système de S&E de la CDN
5. Importance de l'implication des jeunes (politiques l'action)
6. Cohérence & complémentarité CN et CDN reporting
7. Importance du rappel des Articles dans l'Accord de Paris (réf : au cadre de transparence renforcé et CDN)
 - Passer des actions « soft » / « hard » : inciter opérationnaliser des projets prioritaires à impact fort.
 - Maitrise des outils et accompagnement pour réussir l'opérationnalisation

Pays: Burundi, Maroc, Mauritanie, Tunisie

1. Sensibiliser/ informer sur les indicateurs quantifiables à prendre en compte dans le cadre des actions d'adaptation auxquelles nos pays ont reporté dans les CDN
2. Actualiser les CDN tout en se rassurant que les informations apportées sont claires, participatives, inclusives et sont comprises
3. Au retour, nous allons restituer les nouvelles connaissances apprises auprès des autres services, notamment pour renforcer l'implication des jeunes cadres, dans le processus climat
 - Négociations
 - Rapportage
 - Mise en œuvre
4. Vulgarisation auprès de notre environnement professionnel de l'existence du secrétariat de la CCNUCC des outils/d'une plateforme numérique pour la préparation des rapports CTR
 - Recommander au point focal national CCNUCC pour désigner 3 experts pour le suivi et la gestion des dits outils



Évaluation

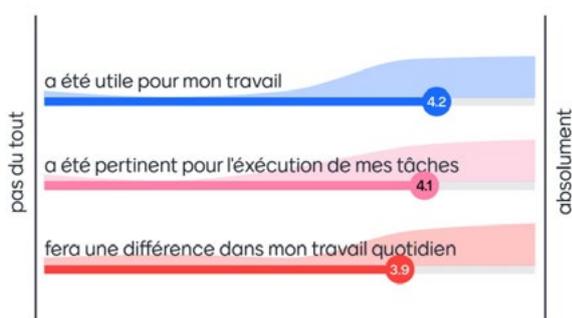
Cluster Francophone

Quelques commentaires concernant la valeur ajoutée de cet atelier:

Comment avez-vous apprécié les sessions (distribuez 100 points):



Cet atelier:



Être ensemble avec le groupe lusophone:



- Une vision plus claire de la CDN et du RBT, une source d'inspiration pour l'amélioration de nos rapports
- Une meilleure compréhension de l'ensemble du processus d'évaluation de la CDN et des éléments à prendre en compte lors de la prochaine révision de la CDN
- Rassurer sur le fait que nous (les pays) avons des défis communs à relever
- Notre futur suivi de la CDN sera conforme aux règles de l'ICTU.
- Comme je ne participe pas à la COP, cet atelier m'a aidé à comprendre les décisions globales et à mettre en œuvre les lignes directrices du CCNUCC.
- Améliorer la qualité de notre rapport



Annexe 1: Liste des participants

Participants par pays				
#	Pays	Genre (F/M/D)	Nom	Prénom
1	Angola	F	Adão	Ana Teresa Damião
2	Angola	F	Paixão Fortes	Humberta
3	Angola	M	Joaquim	Ernesto Escórcio
4	Bénin	M	Biao Mongazi	Wilfried
5	Brazil	M	Araújo	Ricardo
6	Brazil	M	Pereira	Rafael Brito
7	Burkina Faso	M	Bako	Didier
8	Burkina Faso	F	Yameogo	Yvonne Pétronille
9	Burundi	F	Ngenzebuhoro	Emmanuella
10	Burundi	F	Njejimana	Jeanine
11	Cabo Verde	F	Pina	Jaqueline
12	Cameroun	F	Bessa Tsanga	Elisabeth Reine
13	Cameroun	M	Nguemadji Moussa	Jules Maxime
14	Comores	M	Fawaz	Mohamed Moumini
15	Côte d'Ivoire	M	Sanogo	Mohamed
16	Côte d'Ivoire	F	Koffi	Anna Marleyne
17	Djibouti	M	Gona Abdallah	Mohamed
18	Djibouti	M	Abdallah Omar	Dini
19	Equatorial Guinea	M	Malavo Nsene	Pedro
20	Equatorial Guinea	F	Epitie	Inocencia ETUBA
21	Gabon	M	Ndong Nzogho	Janvier Kevin
22	Gabon	F	N'Safou Mbani Épouse Mekossangoye	Cynthia Axelle Eugénie
23	Guinea-Bissau	M	Ndafa	Antonio Pansau
24	Guinée	M	Camara	Sékou Fodé
25	Haiti	M	Caze	Jean Idonal
26	Haiti	F	Pierre	Gerty
27	Madagascar	M	Mandimby Andrianarisoa	Jaona
28	Madagascar	M	Andriafenomiarisoa	Lantoniaina Herisoa
29	Mali	M	Zakara Oumarou	Maman



Participants par pays

#	Pays	Genre (F/M/D)	Nom	Prénom
30	Mali	M	Allassane	Diallo
31	Maroc	M	Lamrani	Tarik
32	Maroc	F	Bouchouata	Ouafae
33	Mauritanie	M	Sow	Mohamadou
34	Mauritanie	F	Cheiguer	Deyina
35	Mozambique	M	Quenhe	Claudio
36	Mozambique	F	Salva da Costa Panguene	Paula
37	Mozambique	F	Cerveja	Ilda
38	République Centrafricaine	M	Yangbondo	David Melchisedeck
39	République Centrafricaine	M	Nziaoue Zalo Kette	Aubin Charles
40	République Democratique du Congo	M	Magangu Ndoko	Jean Willy
41	République Democratique du Congo	F	Kabuya Mutalemba	Mediatrice
42	Sao Tome and Principe	F	Bandeira Cravid	Adalgiza
43	Sao Tome and Principe	M	Costa da Graca	Cicer
44	Senegal	M	Diouf	Papa Lamine
45	Senegal	F	Sall	Ndeye Rokhaya
46	Seychelles	M	Agricole	Will Michel
47	Tchad	M	Issa Mahamat	Abdoulaye
48	Tchad	M	Mbaindiguim	Nasson
49	Timor-Leste	F	Pereira	Elisa Santa
50	Timor-Leste	M	Joaquim De Sa	Abrão
51	Togo	F	Ahawo Epouse Apedo	Eya Sopi Kafui
52	Togo	F	Lotsi Epouse Agbogoudou	Kossiawavi Akpedjé
53	Tunisie	M	Msadki	Lofti
54	Tunisie	F	Afef	Ayed
55	Tunisie	F	Hmadi	Wafa



Organisateurs, prestataires d'assistance technique, autres institutions

#	Pays	Genre (F/M/D)	Nom	Prénom
1	Belgium	F	Reyniers	Camille
2	citepa	M	Martins	Bernardo
3	citepa	M	Belhouane	Housseem
4	Facilitator (Portuguese)	M	Verdana	Henrique
5	Facilitator (French)	M	Van der Laan	Ruben
6	LuxDev	F	Mourão	Inês
7	PATPA (Cluster Francophone)	F	Nierenkoether	Mijako
8	PATPA (Cluster Lusophone)	F	Gotthardt	Simone
9	UNDP climate promise	F	Ortiz	Claudia
10	UNDP climate promise	F	Kohli	Rohini
11	UNDP climate promise	M	Assie	Richemond
12	UNDP climate promise	M	Diop	Moussa
13	UNDP climate promise	M	Mendes	Thiago
14	UNDP climate promise	M	Cavalheiro	Gonçalo
15	UNDP climate promise	F	Bakir	Zeynep
16	Secretariat CCNUCC	F	Tahreen	Lonava
17	UNDP climate promise	F	Huttova	Eva
18	UNDP climate promise	F	Kahyaoglu	Gulsah



Annexe 2: Présentations

Toutes les présentations effectuées, l'ordre du jour et d'autres informations relatives au contenu de l'atelier sont disponibles sur le site web de PATPA à travers le lien suivant: [Cross-Regional Technical Workshop of the Lusophone and Francophone Cluster \(transparency-partnership.net\)](https://transparency-partnership.net)

Annexe 3: Lectures complémentaires sur le suivi et l'évaluation de l'adaptation

- [ADDRESSING AGRICULTURE, FORESTRY AND FISHERIES IN NATIONAL ADAPTATION PLANS \[Supplementary guidelines\]](#)
- FAO et PNUD. 2019. [Strengthening monitoring and evaluation for adaptation planning in the agriculture sectors](#), en particulier Chapitre 5.2. "Comment Sélectionner les Indicateurs"
- FAO, 2017. [Tracking adaptation in agricultural sectors. Climate change adaptation indicators](#), en particulier l'annexe 4. Une liste d'indicateurs pour chacune des catégories principales et sous-catégories d'indicateurs (niveau national).
- IISD. 2023. *Adaptation in Biennial Transparency Reports*. Retrieved from [Adaptation in Biennial Transparency Reports | International Institute for Sustainable Development \(iisd.org\)](#)

En français:

[Adaptation Community](https://adaptationcommunity.net): adaptationcommunity.net a été développé pour un public averti et pour les experts d'adaptation afin de les informer sur l'application des approches, méthodes et outils qui facilitent la planification et la mise en œuvre des mesures d'adaptation

Publié par:

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges sociaux:

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36

53113 Bonn, Allemagne

T +49 228 44 60-0

F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5

65760 Eschborn, Allemagne

T +49 30 33 85 25 15

F +49 61 96 79-11 15

E contact@patpa.net

I [Partnership on Transparency in the Paris Agreement \(transparency-partnership.net\)](http://transparency-partnership.net)